

« *En Belgique, on a sous-estimé l'importance de l'utopie en politique* »

Interview de Vincent de Coorebyter
par Mathieu Colleyn

Philosophe et politologue, Vincent de Coorebyter analyse les dynamiques qui traversent la société et modifient un paysage politique concurrencé par de nouveaux phénomènes citoyens. Selon lui, la radicalité s'intensifie au sein d'une jeunesse façonnée par le tribalisme des réseaux sociaux.

La formation du gouvernement fédéral est sortie des feux de l'actualité à l'occasion des fêtes de fin d'année. Les informateurs royaux, Georges-Louis Bouchez (MR) et Joachim Coens (CD&V), sont à l'œuvre pour tenter de dénouer une situation qui semble toujours inextricable. On va les laisser travailler pour tenter de décoder les mécanismes sociétaux qui sous-tendent ces difficultés politiques. L'invité de *L'Écho* ? Vincent de Coorebyter, philosophe, politologue, président du CRISP (Centre de recherche et d'information socio-politiques) et professeur à l'ULB. Il nous a reçus la veille de Noël dans son ancien bureau du CRISP à Bruxelles.

Première question : la crise politique fédérale ne montre-t-elle pas que les limites de la démocratie belge sont atteintes ? Le système dysfonctionne. Vincent de Coorebyter partage ce constat. « Mais je ne suis pas sûr que cela concerne spécifiquement la Belgique fédérale », tempère-t-il. « La difficulté à mener un dialogue constructif basé sur un respect réciproque commence aussi à gagner la relation entre la société civile et la politique. Un certain nombre d'organisations pratiquent de plus en plus la désobéissance civile pour essayer d'emporter des décisions ». Et de citer les grèves pour le climat, les manifestations non autorisées d'Extinction Rebellion, les occupations d'églises pour défendre les droits des sans-papiers ou encore les occupations illégales de logements à l'abandon. « Quelque chose se passe au-delà du champ politique. (...) La même montée en puissance des antagonismes s'observe au-delà du champ belge », ajoute-t-il avant de citer les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et Israël, dont les systèmes politiques sont comparables à la Belgique et où l'on constate la même lenteur pour constituer des gouvernements. « On a mis un temps anormalement long pour former les gouvernements wallon et flamand. Avec des épisodes que l'on n'avait jamais connus, des tentatives de gouvernement minoritaire (la coalition coquelicot) ou plus d'un mois passé par le premier parti flamand, la N-VA, à négocier plus ou moins officiellement avec le Vlaams Belang au mépris du cordon sanitaire ».

Résistance multiforme

Le philosophe identifie des causes profondes à cette incurie politique. « Mon hypothèse est la suivante », avance Vincent de Coorebyter. « Nous sommes entrés depuis quelques années dans des dynamiques multiples de refus du cadre dominant tel qu'il s'est installé dans les années 1980 au départ de la révolution néolibérale. On vit depuis cette époque dans un modèle libéral généralisé qui est de moins en moins accepté aux plans économique et social, au plan environnemental et au plan civilisationnel. Les partis qui avaient jusque-là accompagné ce modèle ne veulent plus en être les partenaires plus ou moins consentants. On sent une opposition croissante au principe de la mondialisation et du libre-échange, à la dérégulation du capitalisme qui a dominé la fin du 20^e siècle, à l'accentuation des inégalités, à l'intégration européenne, de plus en plus vécue comme un système de mise en concurrence des entreprises, des travailleurs et des régimes fiscaux. Il y a une réaction devant l'effritement des droits sociaux, une résistance au productivisme avec ses effets délétères sur le climat, l'environnement et la santé. Et il y a une réaction de refus de la mise en place d'une société multiculturelle sur fond de montée de l'islamisme politique et d'inquiétude identitaire. Il y a enfin une résistance qui se manifeste au sein des partis populistes de droite devant la mise en cause de valeurs jugées intangibles qui structuraient la société occidentale : la domination masculine, l'évidence hétérosexuelle, la différence entre l'homme et la nature et les autres espèces, le productivisme, la suprématie de l'Occident. Une partie de la population se sent menacée par cette mise en cause de l'homme blanc hétérosexuel de plus de 50 ans qui produit et consomme sans se poser de questions et qui croit qu'il est maître et possesseur de la nature ».

Donc, selon lui, les succès électoraux des partis écologistes dans les villes et la résurgence d'une extrême droite reliftée en Flandre sont les symptômes d'une même dynamique de contestation globale. « Oui, une dynamique qui ne permet plus de perpétuer le partage du pouvoir entre les trois tendances politiques de base. C'est-à-dire les partis conservateurs de tradition religieuse, les libéraux et les sociaux-démocrates. En 1987, le total des voix à la Chambre pour les trois familles traditionnelles correspondait à 79 % de l'électorat. Aujourd'hui on est à 45 %. Se sont développées, en Belgique et ailleurs, des contestations écologiques, une radicalisation d'une partie de la gauche et l'apparition de partis populistes de droite ou d'extrême droite. C'est le reflet d'une transformation de la société civile ».

Fin d'une ère, en somme ? « Je parlerais plutôt d'une dynamique de contestation multiforme du modèle qui était dominant à la fin du 20^e siècle ». Le politologue évoque une « radicalisation du clivage politique sur des bases en partie nouvelles ». « Aux yeux de beaucoup, la réalité s'est dégradée. La réalité environnementale, la réalité sociale, et pour certains, à droite, c'est le modèle civilisationnel qui s'est dégradé ».

Le Belang, facteur d'instabilité

Ce sentiment est-il renforcé par la lenteur avec laquelle le monde politique essaye de s'entendre ? « Oui. Dans l'esprit du public, l'incapacité à mettre en œuvre des gouvernements rapidement est la conséquence d'une mauvaise volonté et de jeux tactiques auxquels beaucoup d'électeurs ne comprennent rien. Cela ne contribue pas à restaurer la confiance envers les trois familles traditionnelles mais aussi envers les écologistes car ils ont participé au pouvoir à partir de 1999. Il reste la gauche radicale, l'extrême droite et la N-VA qui est à la fois dans le système et en dehors ».

Doit-on craindre l'alliance N-VA/Vlaams Belang ? « Cette hypothèse est devenue vraisemblable. C'est un facteur d'instabilité institutionnelle majeure, évidemment ». Pourtant, à la Chambre, ils ne pourraient pas faire grand-chose sans l'accord des partis francophones, objecte-t-on. « Ils peuvent peser suffisamment pour empêcher d'autres partis flamands de participer à un gouvernement fédéral. Les partis de centre droit ont du mal à proposer une alternative radicale aux nationalistes. En Flandre, être nationaliste est fondamentalement bien vu ».

Faut-il répondre à cet enjeu par une réforme institutionnelle ? « Les partis doivent d'abord faire leur examen de conscience. Après les élections, la N-VA est restée longtemps en contact avec le Belang et la réaction des autres partis flamands m'a paru singulièrement timide. On n'a pas assisté à la dénonciation généralisée d'une rupture du cordon sanitaire. Il y a une peur d'affronter le parti d'extrême droite en dénonçant ses thèses, sa propagande, sa démagogie et le mirage institutionnel d'une Flandre indépendante. On n'entend pas assez les partis flamands modérés dénoncer la N-VA lorsqu'elle reprend des éléments de langage du Vlaams Belang ». Pour le politologue, « il y a un manque d'affirmation de l'identité politique de certains partis qui n'est pas nouveau ». Au CD&V, à l'Open VLD et parfois au SP.A, précise Vincent de Coorebyter. « Et du côté francophone, si on avait une extrême droite forte, les mêmes problèmes se poseraient dans certains partis. Il ne faut pas se faire d'illusion, il n'y a pas un vice flamand et une vertu francophone ».

On redemande : la solution est-elle institutionnelle ? Vincent de Coorebyter concède que « les conditions ne sont plus réunies pour mettre en place des systèmes centripètes ». Faut-il dès lors en faire le deuil ? « Sur le plan de la répartition des compétences, je ne crois pas à un grand mouvement centripète. Ce n'est pas le projet majoritaire en Flandre et il ne faut pas se leurrer, ce n'est pas le projet majoritaire du côté francophone non plus ».

Avec un pareil constat, la Belgique n'est-elle pas prête au confédéralisme, un projet N-VA ? « Ce n'est pas une fatalité, on a montré qu'on peut gouverner la Belgique de façon collégiale malgré nos différences. Mais aujourd'hui, il y a bien une crise radicalement nouvelle. Soit elle se dénoue dans les mois qui viennent au profit d'une formule stable qui réussit aux élections suivantes à installer un rapport de force permettant de rester dans un cadre traditionnel. Soit on n'arrive à rien et on revote au profit – qui sait ? – des extrêmes ». Est-ce qu'un projet gouvernemental fort peut sauver des partis comme le CD&V, l'Open VLD ou le SP.A ? « Je le crois, mais il doit s'agir d'un gouvernement qui parvient à dessiner un projet de société aux contours lisibles doublé d'une capacité à porter un récit. En Belgique, on a sous-estimé l'importance de l'utopie en politique. Sans elle, on laisse se perpétuer dans la population l'impression qu'on n'a affaire qu'à des calculs, des donnant-donnant, des arrangements ».

On pose : certains partis plaident pour une réforme de l'État basée sur l'efficacité politique plutôt que sur l'idéologie. « C'est une voie possible, mais je suis sceptique par rapport à cette vision techniciste qui prendrait les problèmes les uns après les autres pour voir ensuite quel est chaque fois le meilleur schéma institutionnel. Avec le nombre de questions cruciales qui se posent, l'exercice risque de prendre dix ans. Et comment empêcher certains de faire semblant de jouer le jeu ? Il y a une alternative : une Belgique à quatre. La Flandre, la Wallonie, Bruxelles et la Communauté germanophone recevraient chacune un territoire et toutes les compétences des Régions et des Communautés. On y est déjà pour une large part. Aller jusqu'au bout de cette logique aurait des vertus de simplification et de lisibilité ».

Trois jeunesses

Avec un écueil, place-t-on, la crainte en Flandre d'être minorisé par une Région bruxelloise considérée comme francophone. « Bien sûr, ce n'est pas simple pour la Flandre de renoncer à toute intervention à Bruxelles mais c'est peut-être plus facile aujourd'hui qu'il y a une dizaine d'années. Ce schéma ne va pas de soi mais nous serons peut-être obligés de faire preuve d'imagination ». Dès 2024 ? « Si on n'arrive pas à un gouvernement cohérent, je crains que pour 2024 et surtout pour 2029 on soit obligé de mener une grande discussion sur le modèle institutionnel et démocratique mais aussi sur un nouveau choix de société ».

En 2024 et 2029, de nouveaux électeurs, issus de la génération *smartphone*, seront en âge de voter. On demande à Vincent de Coorebyter s'il pressent les conséquences politiques du vécu de la jeunesse et de ses rapports aux nouvelles technologies. « La jeunesse, ça n'existe pas », plante-t-il. « On prend toujours comme référence implicite la jeunesse d'origine autochtone et de niveau socio-culturel élevé. En gros, celle qui a fait les manifestations pour le climat. Ce mouvement n'était pas du tout représentatif. C'est une jeunesse ouverte, tolérante, antiraciste, plutôt féministe, très accueillante à l'égard des minorités sexuelles, qui incarne les nouvelles valeurs issues de la déconstruction des socles anciens. Mais il y a d'autres jeunesses. Celle issue des différents courants migratoires n'a pas exactement les mêmes références, les mêmes valeurs, les mêmes médias, les mêmes réseaux sociaux. Il y a aussi, et l'élection de 2019 en Flandre nous l'a rappelé, une troisième jeunesse au moins. Elle est autochtone, pas forcément issue de milieux socio-économiques défavorisés, et elle manifeste un malaise voire une opposition à l'égard des évolutions de civilisation que j'évoquais en commençant cet entretien. Une jeunesse qui ne comprend pas pourquoi on remet en cause la suprématie des hommes, pourquoi on parle d'un ordre social hétéronormé et pourquoi il faudrait faire des homosexuels, des bisexuels ou des transgenres un nouveau modèle de civilisation. Une jeunesse qui ne comprend pas pourquoi on remet en cause la domination de l'homme sur la nature et la consommation sans limite. Pourquoi les valeurs et le mode de vie occidentaux sont concurrencés par les tenants d'un islam qui, à ses yeux, est archaïque et sexiste ».

Réseaux sociaux et tribalisme

Il poursuit. « Il se passe quelque chose avec les réseaux sociaux. Ils créent du tribalisme. Orientés par des algorithmes élaborés par les Gafa, ils conduisent l'internaute à s'enfermer dans un dialogue permanent avec des personnes qui partagent les mêmes valeurs, les mêmes lectures, les mêmes indignations et modes de consommation. On rencontre moins l'altérité. On peut craindre que cela contribue à une radicalisation des convictions politiques. La moindre parole dissonante, ou simplement maladroite, l'utilisation d'un terme jugé infamant, suffit à se faire lyncher sur les réseaux sociaux. On assiste à l'importation en Europe d'une tonalité très moralisatrice avec cette notion de honte qui se répand. On ne désigne plus un concurrent idéologique mais un coupable, suspect *a priori* vu ce qu'il dit, ce qu'il a l'air de dire ou ce qu'il ou elle est ».

On ne peut s'empêcher de demander à notre interlocuteur s'il n'a pas peur de tomber dans la catégorie décriée des gens qui disent « on ne peut plus rien dire ». « Je n'enclenche pas le discours sur la pensée unique, la bien-pensance et la censure généralisée, je dis simplement que les conditions du dialogue se sont modifiées, en positif et en négatif. En positif, car des groupes qui jusque-là étaient voués au silence parviennent à se faire

entendre, ce qui est un progrès démocratique. Je pense aux femmes, aux minorités sexuelles, aux minorités issues de l'immigration... En même temps se développe un esprit plus fermé, offensif et accusatoire qu'auparavant ».

Un aboutissement de l'individualisme issu du libéralisme ? « J'allais y venir », dit-il. « On a longtemps cru que l'individualisme serait un vecteur de tolérance. Et il est vrai que les jeunes générations sont plus ouvertes à l'avortement, au couple hors mariage, au droit à l'euthanasie, à l'adoption par des couples de même sexe, au changement de genre. Mais la radicalisation des positionnements idéologiques est une autre facette de l'individualisme : une certitude d'avoir raison, une forme d'arrogance, une tendance à l'auto-affirmation plus ou moins agressive avec une difficulté à accepter la contradiction et la légitimité de l'adversaire. En outre, les conditions de la transmission de la mémoire et des valeurs sont affaiblies au sein de la famille, de l'enseignement et dans les médias. Nous sortons d'un schéma de civilisation basé sur la transmission d'un modèle dominant d'une génération à l'autre pour entrer dans une société où cette transmission ne se fait plus. Pour le pire et le meilleur. On n'en a encore que des prémices, mais ces évolutions se manifestent déjà dans le champ politique. Nous ne savons pas ce que le mouvement d'individualisme va donner. Cela peut donner autre chose que des gains en tolérance qui semblaient être le grand bénéfice de l'individualisme ».

Cette interview est parue dans *L'Écho*, 28 décembre 2019, pages 4-5.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Mathieu COLLEYN), « En Belgique, on a sous-estimé l'importance de l'utopie en politique », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 28 décembre 2019, www.crisp.be.